

Service Vétérinaire : Santé et Protection des Animaux et de
l'Environnement
38 Cours Clémenceau
CS 41603
76107 Rouen Cedex

Rouen, le **25 JUIN 2025**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRUITES PIERRU

Traon Ar Roc'h
22310 PLESTIN-LES-GRÈVES

Références :

- arrêté ministériel du 1er avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les piscicultures d'eau douce soumises à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement (rubrique 2130 de la nomenclature des installations classées),
- arrêté préfectoral d'autorisation du 5 avril 1978,
- arrêté préfectoral complémentaire du 13 novembre 1992.

Code AIOT : 0057601455

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2025 dans l'établissement TRUITES PIERRU implanté 1610 Route de Valmont 76400 **COLLEVILLE**. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La SAS TRUITES PIERRU est autorisée à exploiter un élevage piscicole sur la commune de Colleville par arrêté préfectoral du 5 avril 1978 pour la rubrique 2130-1 de la nomenclature, sur la rivière de La Valmont.

Les objectifs de qualité du cours d'eau ont été réglementés par arrêté préfectoral complémentaire du 13 novembre 1992.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRUITES PIERRU
- 1610 ROUTE DE VALMONT 76400 COLLEVILLE
- Code AIOT : 0057601455
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site a été repris depuis le 1er septembre 2024 par la société TRUITES PIERRU, dont messieurs LADURÉE Hervé, MORVAN Patrice et PIERRU Laurent sont les 3 associés ; un récépissé de changement d'exploitant a été délivré à l'exploitant en ce sens le 1er avril 2025.

L'établissement est spécialisé dans l'activité d'élevage de truites Arc-en-ciel.

La visite d'inspection est réalisée suite à un signalement de travaux sur le site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 05/04/1978, article 1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Valeurs limites de rejets dans l'eau	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, articles 14 et 15	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Stockage des cadavres	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 18	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Localisation	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, articles 4 et 5	Sans objet
3	Règles d'aménagement	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 7	Sans objet
4	Stockage des produits	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La pisciculture a été reprise par la SAS TRUITES PIERRU courant 2024 et des travaux de rénovation et d'amélioration y ont été réalisés. Le changement d'exploitant a été acté en ce sens le 1er avril 2025.

Quelques aménagements sont encore à finaliser, notamment au local technique (ajout d'un ou des extincteurs) et la mise en fonctionnement de la chambre froide.

Un dossier de porter à connaissance avec toutes les modifications apportées depuis l'autorisation délivrée en 1978 est à transmettre à l'inspection afin de pouvoir juger de la procédure administrative à engager pour actualiser l'arrêté préfectoral d'autorisation au vu de l'ensemble des modifications apportées. Le modèle de porter à connaissance proposé par l'ITAVI pour les piscicultures pourra utilement être utilisé dans ce cadre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/1978, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques
Prescription contrôlée : <u>Arrêté préfectoral du 05 avril 1978 :</u> ARTICLE 1er : Est soumis aux conditions du présent arrêté, l'aménagement en enclos piscicole, de la pisciculture que, Monsieur Lucien PAIMPARAY domicilié à COLLEVILLE 76400 FECAMP, est autorisé à exploiter à COLLEVILLE Lieu-dit "Vattercrit" 76400 FECAMP.
Constats : L'exploitant présente les évolutions du site : <ul style="list-style-type: none">• suite à la liquidation judiciaire de la SARL DE LA VALMONT le 12 janvier 2018, monsieur PIERRU Guy-André a racheté le site de Colleville en mars 2018 sous le nom de SAS PIERRU PISCICULTURES,• en partenariat avec PIERRU PISCICULTURES, l'entité TRUITES PIERRU a été créée avec messieurs LADURÉE Hervé et MORVAN Patrice en septembre 2024 pour les sites de Colleville et de l'Épinay (Fécamp), ==> le changement d'exploitant a été acté le 1er avril 2025,• depuis la mi-2024, des travaux de rénovation et de sécurisation de la pisciculture de Colleville ont été effectués : modifications de la circulation d'eau au sein des bassins, mise en place d'un nouveau dégrilleur à l'entrée de la pisciculture, installation de silos d'aliments, d'une cuve à oxygène, suppression du bâtiment d'alevinage ...,• 2 nouveaux employés ont été recrutés pour le site, dont l'un occupera la maisonnette SNCF à côté et sera le gardien du site (monsieur GARAPON Arthur),• l'ancien propriétaire, monsieur PAIMPARAY, garde sa maison d'habitation à proximité du site,• les truites sont achetées entre 30 et 100 g puis sont élevées pendant 1 an jusqu'à atteindre un poids de 250 g environ,• l'exploitant estime son stock actuel de truites à 40 t et prévoit bientôt 100 t ; la capacité de production du site pourrait être progressivement augmentée jusqu'à 300 t. (voir planche photographique en annexe)
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Suite aux évolutions du site, un dossier de porter à connaissance est demandé à l'exploitant. Celui-ci reprendra toutes les modifications apportées depuis l'autorisation délivrée en 1978 avec un historique, le descriptif et les caractéristiques (rubriques ICPE et IOTA) du site actuel, des plans à jour, et les évolutions de l'impact environnemental. Les prescriptions de l'arrêté ministériel 2130 du 1er avril 2008 seront examinées au regard du site, ainsi que la restauration de la continuité écologique sur la rivière La Valmont au niveau de la pisciculture. Le modèle de porter à connaissance proposé par l'ITAVI pourra utilement être utilisé dans ce cadre. La procédure administrative à engager pour actualiser l'arrêté préfectoral d'autorisation sera examinée suivant l'ensemble des modifications apportées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Localisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, articles 4 et 5

Thème(s) : Élevage, implantation

Prescription contrôlée :

Article 4

L'installation est implantée :

- à au moins 100 mètres des habitations des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation et des gîtes ruraux dont l'exploitant a la jouissance) ou locaux habituellement occupés par des tiers, stades ou terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme) ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ;
- à au moins 3 kilomètres en amont ou en aval d'une pisciculture existante implantée sur le même cours d'eau (cette distance se mesure immédiatement en amont de la prise d'eau ou immédiatement en aval du rejet, le long de l'axe du cours d'eau) ;
- dans un rayon d'au moins 1 kilomètre d'une pisciculture située sur le même bassin versant.

Article 5

Les dispositions de l'article 4 ne s'appliquent qu'aux nouveaux ouvrages ou bâtiments ou à leurs annexes nouvelles dans le cas des extensions des installations existantes.

Elles ne s'appliquent pas lorsqu'un exploitant doit, pour mettre en conformité son installation autorisée avec les dispositions du présent arrêté, réaliser des annexes ou aménager ou reconstruire sur le même site un bâtiment ou un ouvrage de même capacité.

Constats :

L'exploitant explique être en cours de rénovation de la pisciculture et il a installé notamment :

- 3 silos de 20 m³ chacun pour le stockage des aliments pour les poissons et la distribution (au lieu d'un stockage en big-bags ou sacs de 25 à 50 kg, plus difficiles à manutentionner),
- une cuve d'oxygénation pour le nouveau système de ré-oxygénation des bassins (au lieu d'un turbinage plus bruyant et consommateur d'énergie),
- une plateforme pour le chargement/déchargement des poissons (plus adaptée aux livraisons des camions),
- l'ancien bâtiment d'alevinage, vétuste, a été démoli et un nouveau laboratoire d'alevinage, plus petit, est envisagé à cet emplacement.

Trois riverains le long de la route de Valmont sont constatés à moins de 100 m des installations.

L'exploitant les a d'ailleurs rencontrés concernant la vue sur les silos et l'exploitant a prévu la mise en place d'un filet de camouflage pour en atténuer la perception. Un même dispositif est aussi prévu pour la cuve à oxygène.

La maison de l'ancien propriétaire de la pisciculture est à proximité immédiate du site ; le chemin d'accès sera la limite parcellaire de la pisciculture.

La maisonnette SNCF a été achetée par l'exploitant pour y loger le gardien de la pisciculture.

La pisciculture est existante sur ce site depuis 1964 (1er arrêté préfectoral d'autorisation du 7 février 1964). Il n'y a pas eu d'extension du site.

Suivant l'article 5 de l'arrêté ministériel du 1er avril 2008 applicable au site, et au vu des travaux réalisés, les dispositions de l'article 4 sur les distances d'implantation ne sont pas applicables.

(voir planche photographique en annexe)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le dossier de porter à connaissance demandé au précédent point de contrôle précisera bien les installations, les limites parcellaires et les habitations des tiers.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Règles d'aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 7

Thème(s) : Élevage, Règles d'aménagement

Prescription contrôlée :

Le fonctionnement de la pisciculture est conforme « au I de l'article L. 214-17 et » à l'article L. 214-18 du code de l'environnement, notamment pour ce qui concerne :

- la mise en place des ouvrages de prélèvement d'eau, qui ne doivent pas gêner le libre écoulement des eaux ;
- les prélèvements d'eau associés.

L'arrêté d'autorisation fixe le niveau de prélèvement autorisé et, si nécessaire, plusieurs niveaux de prélèvements adaptés aux variations saisonnières, notamment afin de respecter en permanence le maintien d'un débit minimal dans le lit du cours d'eau.

L'exploitant doit disposer d'un système ou d'une méthode, telle qu'une échelle limnimétrique, d'évaluation du débit dérivé par l'ouvrage de prise d'eau sur le cours d'eau et, le cas échéant, du débit réservé.

Dans les cours d'eau « dont la liste est établie en application du 2° du I de l'article L. 214-17 du code de l'environnement », toutes dispositions sont prises pour assurer la libre circulation des poissons migrateurs du cours d'eau (avalaison et dévalaison) au moyen de passes à poissons ou autres dispositifs appropriés. A cette fin, le barrage de dérivation peut être équipé d'un dispositif de franchissement alimenté par un débit d'attrait obtenu soit en utilisant une partie de l'eau prise en amont de la prise d'eau, soit en ramenant en permanence en amont de la prise d'eau une partie de l'eau sortant de la pisciculture.

La pisciculture comporte à l'amont et à l'aval une grille fixe et permanente la délimitant, empêchant la libre circulation des poissons entre l'exploitation et le cours d'eau d'implantation. La taille des mailles ou des ouvertures de la grille n'excède pas 10 millimètres. L'arrêté d'autorisation fixe les conditions d'implantation de ces grilles.

L'exploitant est tenu d'assurer le fonctionnement et l'entretien des ouvrages de prélèvement, des dispositifs garantissant dans le lit du cours d'eau le débit minimal, des dispositifs de franchissement, des dispositifs de suivi des débits ainsi que des grilles d'amont et d'aval.

Constats :

La pisciculture est alimentée par la rivière La Valmont.

Il n'y a pas d'échelle limnimétrique, mais l'exploitant estime son débit à 470 l/s. Cette mesure est effectuée 1 à 2 fois par mois suivant une procédure à l'aide d'une planche dans le canal d'entrée.

La pisciculture comporte à l'amont et à l'aval une grille fixe et permanente la délimitant.

(voir planche photographique en annexe)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

/

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Stockage des produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 11
Thème(s) : Élevage, Stockage des produits
Prescription contrôlée : Les produits de nettoyage, de désinfection, de traitement et les produits dangereux sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel et tous risques pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes et pour la protection de l'environnement. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation de ces produits doit être étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement. Un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent sépare entre eux les différents locaux ou aires de stockage ou de manipulation de ces produits et les sépare de l'extérieur. Les matières recueillies sont récupérées puis recyclées, traitées ou éliminées dans des installations habilitées à les recevoir dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.
Constats : Des bidons de produits de traitement sont observés dans le local technique, sur rétention. Une cuve à fuel, neuve, double peau est aussi observée, pour l'alimentation du groupe électrogène. Le local est encore en cours d'aménagement ; à noter qu'il n'y a pas d'extincteur adapté aux risques dans ce local. L'exploitant s'engage à en installer. (voir planche photographique en annexe)
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant s'engage à installer un ou des extincteurs adaptés aux risques dans ce local.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Valeurs limites de rejets dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, articles 14 et 15
Thème(s) : Élevage, Valeurs limites d'émissions
Prescription contrôlée : <u>Article 14 :</u> Le cas échéant, avant tout rejet à la rivière, les effluents de la pisciculture font l'objet d'un traitement. Dans tous les cas, le rejet ne doit pas dépasser les valeurs limites fixée à l'article 15. Les valeurs limites de rejet ainsi que les points au niveau desquels ces valeurs sont mesurées sont fixés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Les points de rejet des eaux issues de la pisciculture et des effluents dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Lorsque le rejet ne peut pas s'effectuer en un point unique, l'arrêté d'autorisation précise le nombre de points de rejet utilisés. Les valeurs limites pour les différents paramètres de rejet sont compatibles avec les objectifs de bon état écologique des eaux du cours d'eau récepteur et les dispositions du schéma directeur

d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE).

Article 15

1. L'ensemble des effluents rejetés par la pisciculture ne doit pas entraîner une élévation de température des eaux réceptrices incompatible avec la vie normale des espèces présentes dans le cours d'eau.

2. L'ensemble des effluents rejetés par la pisciculture a un pH conforme à celui de la rivière et dans tous les cas compris entre 5,5 et 8,5.

3. Le taux de saturation en oxygène dissous en sortie de la pisciculture est au minimum de 70 %. Le cas échéant, un dispositif assurant une oxygénation satisfaisante des eaux rejetées est mis en place.

4. L'arrêté d'autorisation fixe les valeurs en concentration à respecter en moyenne sur 24 heures en différentiel amont/aval.

5. Dans le cours d'eau récepteur, en moyenne sur 24 heures, la différence de concentration des différents paramètres (MES, NH_4^+ , NO_2^- , PO_4^{3-} et DBO5), et tous autres paramètres fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau à 100 mètres en aval du point de rejet est compatible avec les objectifs de bon état écologique du cours d'eau récepteur, les recommandations du SDAGE et la vocation piscicole du milieu.

Dans tous les cas, la différence de concentration, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau à 100 mètres en aval du point de rejet de l'effluent, des paramètres MES, NH_4^+ , NO_2^- , PO_4^{3-} et DBO5 ne doit pas dépasser les valeurs suivantes, dans des conditions de débit moyen du cours d'eau (débit moyen interannuel) :

- MES (matières en suspension) : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 15 mg/l ;
- NH_4^+ : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures (NH_4^+) ne dépasse pas 0,5 mg/l sauf dans le cas particulier des cours d'eau froids pour lesquels la valeur ne dépasse pas 1 mg/l ;
- NO_2^- : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 0,3 mg/l ;
- PO_4^{3-} : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 0,5 mg/l ;
- DBO5 (demande biologique en oxygène) : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 5 mg/l.

Une augmentation ou une diminution de la distance du point de prélèvement en aval de la pisciculture dans la limite de 300 mètres peut être autorisée par l'arrêté d'autorisation, sous réserve de la préservation des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Lorsqu'il existe plusieurs points de rejet, cette distance est calculée à partir du point de rejet situé le plus en aval de la pisciculture.

Constats :

L'exploitant déclare réaliser un prélèvement 1 fois par mois 100 m en aval de la pisciculture, en ponctuel.

Le prélèvement annuel sur 24h, 100 m en amont et 100 m en aval, par un laboratoire extérieur n'a pas encore été réalisé. L'exploitant s'engage à le réaliser.

Le point de prélèvement aval est observé le long de la rivière.

(voir planche photographique en annexe)

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le programme de surveillance sera transmis à l'inspection, avec les paramètres mesurés et un plan montrant les points de mesures sur la rivière.</p> <p>Le tableau de suivi des dernières analyses, avec les valeurs limites de l'arrêté ministériel et de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 novembre 1992 sera également transmis.</p> <p>Ces éléments seront aussi à joindre dans le dossier de porter à connaissance demandé au point de contrôle n° 1.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Stockage des cadavres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 18
Thème(s) : Élevage, Stockage des cadavres
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les poissons morts sont retirés des bassins et stockés dans une enceinte étanche à température réfrigérée positive ou négative en attente de leur enlèvement ou de leur destruction selon les modalités prévues par la réglementation en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant possède des bacs conteneurs qu'il dépose ensuite dans la chambre froide ; celle-ci est à côté du local technique.</p> <p>La société d'équarrissage (ATEMAX) est venue récemment (le 14/04/25) enlever environ 80 kg de poissons morts. Elle n'est venue qu'une seule fois depuis début 2025 puisque la pisciculture vient d'être remise en fonctionnement après travaux de rénovation. L'exploitant explique appeler la société d'équarrissage quand il a besoin et qu'elle intervient dans les 48 h.</p> <p>Lors de l'ouverture de la chambre froide, celle-ci est constatée non opérationnelle. Un sceau avec des poissons morts est observé.</p> <p><i>(voir planche photographique en annexe)</i></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La chambre froide est à rebrancher (ou à réparer). Un justificatif de son bon fonctionnement est à transmettre à l'inspection.</p> <p>Les bons d'enlèvement de la société d'équarrissage depuis le début 2025 sont à transmettre à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

